

Aide aux pays pauvres : le grand repli européen

Les principaux Etats donateurs tendent à réduire leur contribution, au moment où les nations les moins favorisées sortent exsangues du Covid et de l'inflation

BERLIN, LONDRES, MALMÖ (SUÈDE) ET ROME - correspondants

L'Europe était jusqu'ici la championne de l'aide aux pays pauvres, elle est en train de leur tourner le dos. Des Pays-Bas à l'Allemagne en passant par la Finlande et la Suède, les coupes dans les budgets d'aide au développement se multiplient, au risque d'enfoncer les nations les plus défavorisées dans la crise et de trahir les engagements du monde occidental et singulièrement des Etats européens. Et c'est en France que la réduction, dévoilée par le gouvernement dans son projet de loi de finances pour 2025, est la plus vertigineuse. Elle prévoit une amputation de 3 milliard d'euros, à laquelle s'ajoutent des économies additionnelles annoncées fin octobre par l'exécutif de 641 millions d'euros, soit une diminution de 34 % de la mission d'aide publique au développement, la plus touchée de toutes les lignes budgétaires.

Pourtant, l'aide publique au développement devrait atteindre les 223,7 milliards de dollars (211,3 milliards d'euros) dans le monde pour 2023, un record pour la quatrième année consécutive, en grande partie à la guerre en Ukraine et à l'accueil de ses réfugiés. Mais la tendance au désengagement s'observe un peu partout. « C'est un repli sur soi surprenant, alors qu'on vient de sortir à peine d'une pandémie mondiale qui nous a montré qu'on était justement tous dépendants les uns vis-à-vis des autres », déplore Friederike Röder, vice-présidente de Oxfam International.

Ces coupes interviennent au pire moment pour les pays à bas revenu, qui ploient sous le poids de la dette, particulièrement en Afrique. La moitié d'entre eux dépendent davantage pour rembourser leur dette que pour leur système de santé. Pour la première fois en une génération, la part des habitants de la planète vivant dans l'extrême pauvreté a augmenté de 8,4 % en 2019 à 8,5 % aujourd'hui. Les pays d'Europe du Nord, qui figuraient parmi les plus généreux donateurs au

monde, abandonnent leurs engagements, à commencer par la Suède, dirigée par une coalition de droite et d'extrême droite, qui a annoncé une baisse de ses dons de 975 millions de couronnes (84 millions d'euros) entre 2024 et 2025. Selon les calculs de l'organisation suédoise Concord, qui rassemble 81 ONG, la part du budget consacrée à l'aide au développement devrait ensuite descendre sous la barre de 0,7 % du revenu national brut (RNB) à partir de 2027, un seuil très symbolique puisqu'il correspond à l'objectif que s'étaient fixé les Nations unies il y a plus d'un demi-siècle.

SEUIL TRÈS SYMBOLIQUE

Aux Pays-Bas, 7^e contributeur d'aide publique au développement (APD) au monde, la coalition entre la droite et l'extrême droite au pouvoir a aussi annoncé en septembre qu'elle amputerait son budget d'APD des deux tiers au cours des trois prochaines années, soit un total de 2,4 milliards d'euros en moins d'ici à 2027. En Allemagne, l'un des plus grands bailleurs de fonds au monde, les nouvelles contraintes budgétaires, conjuguées à la récession économique et à la menace sécuritaire liée à l'agression russe en Ukraine, ont fait évoluer les priorités du gouvernement. L'aide au développement, qui était passée de 0,85 % de son RNB en 2022 (soit 33,89 milliards d'euros) à 0,79 % en 2023, devrait descendre sous la barre de 0,7 % en 2024.

« Aucun autre pays ne réduit autant son aide internationale que l'Allemagne, a protesté fin septembre Michael Herbst, coprésident du comité directeur du Venro, principale fédération allemande pour la politique de développement et l'aide humanitaire, le gouvernement agit comme si la solidarité et la responsabilité internationales faisaient partie du passé, tout en sacrifiant la crédibilité du pays sur la scène internationale. » L'aide britannique au développement, que l'ancien premier ministre Boris Johnson avait diminué en novembre 2020 en la faisant passer de 0,7 % à 0,5 % du RNB, ne retrouvera pas son niveau d'antan malgré l'ar-

LE RÔLE DE L'EUROPE EST D'AUTANT PLUS IMPORTANT QUE LES FINANCEMENTS AMÉRICAINS RISQUENT DE SE TARIR AVEC LE RETOUR DE TRUMP À LA MAISON BLANCHE

rivée au pouvoir des travaillistes. Dans son premier budget présenté le 30 octobre, le gouvernement de Keir Starmer ne va finalement y consacrer que 0,5 % du RNB pour l'année fiscale 2024-2025.

UN CHOIX « DÉCEVANT »

Le milliardaire et philanthrope Bill Gates a fustigé un choix « décevant pour les populations les plus vulnérables de la planète ». L'Espagne est l'un des rares pays à avoir revu à la hausse ses engagements. Alors que le pays accueille à Séville, à l'été 2025, la 4^e Conférence internationale sur le financement du développement, le gouvernement s'est engagé à y consacrer 0,7 % de son RNB d'ici à la fin de la décennie. Une promesse très ambitieuse alors que, pour l'heure, Madrid reste à la traîne. Entre 2022 et 2023, son budget a même reculé, passant de 0,3 % à 0,24 % du RNB, selon des chiffres provisoires de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

Même l'Union européenne, qui affiche pourtant son « leadership dans l'agenda mondial du développement durable », avec des contributions qui, ajoutées à celles des

Etats membres, représentent 42 % de l'aide dans le monde, a revu ses ambitions à la baisse. Selon un document consulté par Devex, un média en ligne spécialisé dans le développement, Bruxelles a proposé, dans sa révision du cadre financier pluriannuel 2021-2027, de couper son budget de 2 milliards d'euros, avec une baisse de 35 % de ses crédits alloués aux Pays les moins avancés, sur la période 2025-2027, comparativement à 2021-2024.

« L'Europe est le plus grand contributeur à l'aide publique au développement, donc son rôle est essentiel », s'alarme Rebeca Grynspan, secrétaire générale de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement. Son rôle est d'autant plus important que les financements américains risquent de se tarir avec l'arrivée de Donald Trump à la Maison Blanche en janvier 2025. Selon les estimations de Devex, les Etats-Unis sont le premier contributeur au monde, avec 63,6 milliards de dollars déboursés en 2023, en hausse de 70 % par rapport à 2019. Un chiffre qui ne représente pourtant que 0,23 % de son RNB. Mais ce qui inquiète aussi les ONG, ce sont les consé-



L'éducation entre crise de la dette et baisse des subsides extérieurs

La part du budget des Etats consacrée à l'école recule dans le monde en développement, en dessous du minimum préconisé de 4 % du PIB

Arrêt brutal des recrutements d'enseignants en Zambie, scolarité intertentive des lycéens au Ghana... Les pays pauvres ont de plus en plus de mal à faire de l'éducation une priorité. Dans leur rapport annuel de suivi du financement de l'éducation 2024, dévoilé le 31 octobre, l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco) et la Banque mondiale alertent sur la baisse de la dépense par élève dans les pays en développement.

Pour la première fois depuis 2016, les dépenses d'éducation ont retombées à 3,9 % du produit intérieur brut (PIB) des pays à bas revenus, contre 4 % en 2022. L'Unesco estimant qu'il faudrait consacrer entre 4 et 6 % du PIB à l'école. Le phénomène touche la majorité des pays dans le monde : 70 % d'entre eux ont fait reculer l'éducation dans leurs

priorités budgétaires depuis 2015. Cette situation est en partie due à la crise liée au Covid-19, qui a fait exploser l'endettement public.

L'effet de cette crise se combine avec le fait que l'aide publique au développement donne moins la priorité à l'éducation qu'auparavant : 7,6 % du volume total des dons étaient dirigés vers le secteur éducatif en 2022, contre 9,3 % en 2019. La tendance est à la réorganisation des dépenses vers la santé et la lutte contre le réchauffement climatique.

« Briser le cycle de la pauvreté »

Cette réorientation tombe au pire moment, car l'Unesco et la Banque mondiale alertent en même temps sur les risques majeurs que fait peser la crise de la dette publique sur les systèmes éducatifs des pays pauvres. Les Etats à bas revenus consacrent en moyenne 14 % de leur budget au rembourse-

ment de la dette, le double d'il y a dix ans. « Le lien entre la crise de la dette et les coupes dans les dépenses publiques est déjà clair dans plusieurs pays », confirme Manos Antoninis, directeur du rapport mondial de suivi de l'éducation de l'Unesco.

La situation est préoccupante dans des pays d'Afrique et d'Asie du Sud-Est, où le remboursement des intérêts, ramené au nombre d'habitants, dépasse la dépense publique d'éducation, selon l'Unesco et la Banque mondiale.

C'est le cas au Ghana, qui a fait défaut en 2022, et où la dépense par habitant était cette année-là de 166 dollars (156 euros) pour le remboursement des intérêts de la dette, contre 64 dollars pour l'éducation. Si le pays a, depuis, restructuré sa dette en promettant d'investir dans le secteur éducatif, l'état des finances publiques a déjà des conséquences visibles pour

les écoliers et les enseignants. Ainsi, afin de faire face à un problème de répartition des professeurs sur le territoire, le gouvernement se proposait de verser l'équivalent de 20 % du salaire en prime à ceux qui exercent à la campagne, dans le but de les inciter à y rester. « A cause des difficultés financières, cette promesse n'a pas été tenue », rapporte Divine Epke, consultant spécialiste de l'école au Ghana. Les écoles rurales manquent toujours d'enseignants, alors qu'en ville certaines sont surdotées. »

Avant la crise due au Covid-19, le Ghana avait des ambitions : à la rentrée 2017, la scolarité au lycée était devenue gratuite, provoquant un afflux de nouveaux élèves aux portes des établissements... qui n'ont pas trouvé la place pour les accueillir, faute d'argent pour réaliser les constructions nécessaires. « Dans environ 40 % des établissements, il y a un

roulement : les élèves viennent un semestre, puis laissent leur place à d'autres pour un semestre », s'agace Angel Cabonu, président du syndicat d'enseignants GH-Nagrat. « Les lycéens ne sont pas autorisés à prendre plus de temps pour finir leur scolarité, ce qui impacte la qualité du cursus », ajoute-t-il.

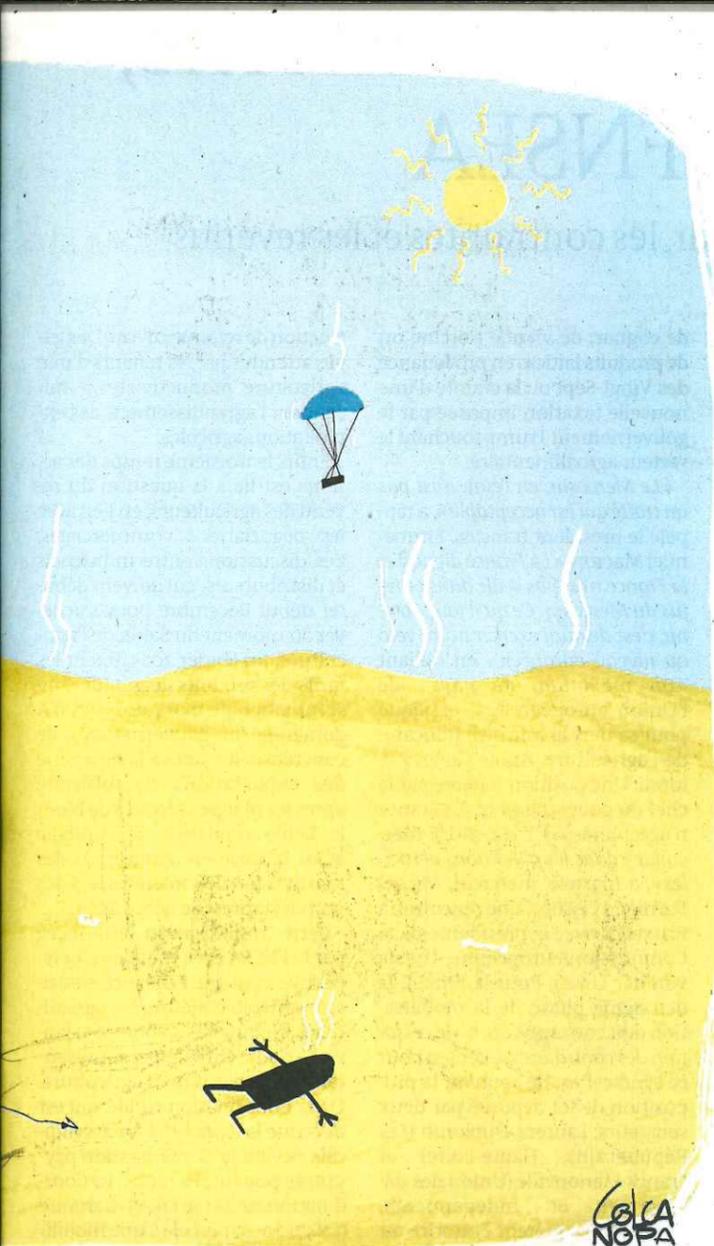
D'autres Etats sont stoppés dans leur élan au moment où ils réforment l'accès à l'école. En Zambie, qui a fait défaut fin 2020, la suspension du paiement de la dette a permis au gouvernement de tenir la promesse d'une école gratuite pour tous. « La mesure a créé un afflux d'élèves alors qu'il n'y avait déjà pas assez d'enseignants dans les classes », se souvient Hermis Maunda, spécialiste des droits de l'enfant pour la Zambie au sein de l'organisation non gouvernementale Save the Children.

En 2022, la Zambie a embauché plus de 30 000 enseignants avant

de suspendre presque entièrement les recrutements. « Dans un contexte de renégociation de la dette, il fallait montrer aux créanciers sa discipline », décrypte Hermis Maunda. Les finances publiques ont, en outre, dû faire face à un autre défi : en 2024, l'état de catastrophe naturelle a été déclaré après de fortes sécheresses, obligeant le gouvernement à redéployer des moyens vers cette urgence. Dans les établissements, la journée est désormais divisée en trois parties pour que trois groupes d'enfants puissent se succéder devant chaque enseignant.

La rentabilité de la dépense d'éducation n'est pourtant plus à démontrer : l'Unesco estime que, si les 250 millions d'enfants déscolarisés dans le monde pouvaient aller à l'école, le PIB mondial augmenterait de 6500 milliards de dollars par an. ■

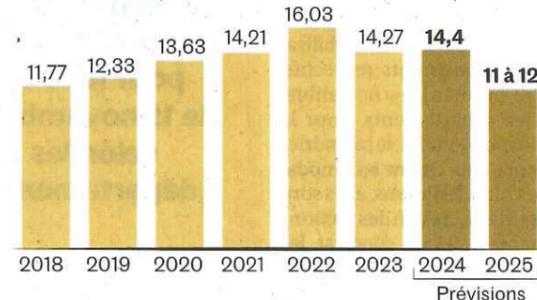
VIOLAINE MORIN



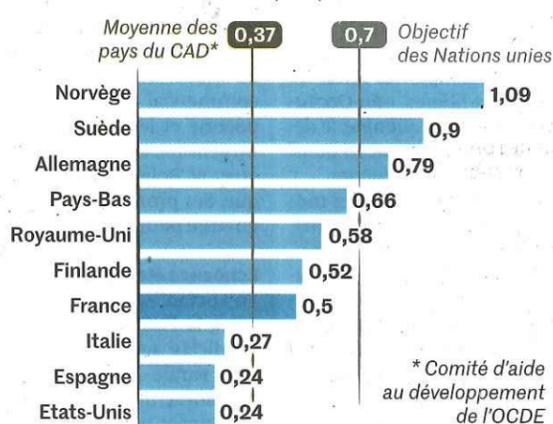
En France, la forte chute des aides embarrasse l'Élysée

Le projet de budget 2025 du gouvernement Barnier envisage une coupe de 34 % des sommes allouées à l'aide au développement

L'aide publique au développement (APD) de la France, en milliards de dollars



APD de certains pays membres de l'OCDE en 2023, en % du revenu national brut (RNB)



Sources : OCDE, Focus2030

Infographie Le Monde

« LA FRANCE VA SE METTRE À L'ÉCART DES GRANDS ENJEUX SUR LESQUELS ELLE S'ÉTAIT POSITIONNÉE DEPUIS 2017 »

FRIEDERIKE RÖDER
vice-présidente de Global Citizen

L'aide publique au développement (APD) est bien partie pour être la principale victime collatérale des coupes budgétaires censées limiter le dérapage des déficits français. Le projet de loi de finance pour 2025 en cours d'examen au Parlement s'accompagne d'un sérieux coup de rabot – 2 milliards d'euros sur les 40 milliards d'économies espérés par le gouvernement Barnier –, au détriment du soutien aux pays les plus vulnérables, au point de susciter les inquiétudes des ONG, mais aussi du bras armé de l'Etat dans ce domaine, l'Agence française de développement (AFD).

A en croire le projet de loi de finance, les dotations consacrées au développement devraient être en recul de 1,3 milliard d'euros, baisse à laquelle s'ajoutent des économies additionnelles de 641 millions d'euros annoncées fin octobre par l'exécutif – soit une diminution d'environ 34 % des crédits dévolus au développement en 2025 par rapport à cette année. D'après les calculs de Coordination Sud, une plateforme qui regroupe 180 ONG françaises de solidarité internationale, cette mesure pourrait se traduire par la suppression de la vaccination de base de plus de 71 millions d'enfants, ou celle de l'accompagnement scolaire sur un an de plus de 17 millions d'entre eux.

« La France va se mettre à l'écart des grands enjeux sur lesquels elle s'était positionnée depuis 2017 », déplore Friederike Röder, vice-présidente de Global Citizen, une organisation de lutte contre l'extrême pauvreté. Depuis l'arrivée de M. Macron à l'Élysée en 2017, le budget de l'aide au développement était pourtant passé de 10 à 15 milliards d'euros par an. Le locataire de l'Élysée n'a jamais hésité à faire de ces instruments un outil d'influence diplomatique. Et dans ce but, la France a accueilli nombre de conférences, dont le « sommet pour un nouveau pacte financier mondial » en juin 2023, ou un sommet des Nations unies sur les océans, à Nice, en juin 2025.

« Baisse inédite excessive » Une source gouvernementale fait valoir que l'aide reste « encore supérieure de 1,2 milliard d'euros par rapport à 2017 », mais qu'elle sera davantage « recentrée » sur certaines zones géographiques et certains secteurs. Le ministère des affaires étrangères – dont le budget de fonctionnement est peu ou prou épargné – est dès lors contraint de revoir certains de ses programmes, tandis que le chef de l'Etat reste discret, loin du tumulte suscité par le débat budgétaire. L'Élysée se contente de faire savoir qu'il s'agit d'« un sujet qu'il suit avec attention compte tenu de l'engagement fort du président de la République pour l'aide publique au développement ». Mais difficile pour M. Macron de prendre le contre-pied de son premier ministre, en première ligne dans les dé-

bats budgétaires. Et s'il se garde d'intervenir, c'est un de ses proches qui s'est chargé de dénoncer le niveau des coupes. « Cette baisse inédite est excessive », a d'abord dit Rémy Rioux, le directeur général de l'AFD, dans un entretien au Point. Avant d'enfoncer le clou devant la commission des affaires étrangères de l'Assemblée, mercredi 6 novembre.

D'après M. Rioux, « la très forte baisse des ressources » prévue dans le budget du gouvernement pour 2025, « déformerait » les activités de son établissement. « L'action de développement n'est pas un simple supplément d'âme. C'est une condition de notre prospérité. C'est une condition de notre sécurité. Elle prépare, elle complète, elle approfondit l'action diplomatique », a justifié M. Rioux.

Vive préoccupation des ONG « On a un peu l'impression que l'APD sert de variable d'ajustement budgétaire, sans véritable réflexion sur ses missions et son impact », a critiqué le député des Côtes-d'Armor Coëreux Le Fur, membre (Les Républicains) de la commission des finances. Le Rassemblement national est le seul à soutenir la réduction de ces budgets, en voulant aussi la mettre au service de la lutte contre l'immigration. Les élus de gauche ont en revanche cherché à revenir sur les deux tiers des coupes envisagées. Mais leurs amendements ont peu de chance d'être retenus.

La préoccupation des ONG est d'autant plus vive que l'exécutif entend supprimer le dispositif qui sanctuarise le produit des taxes sur les billets d'avion et les transactions financières. Ces contributions, emblématiques des ambitions françaises en matière de solidarité, ne seront plus fléchées pour le développement et alimenteront le budget général. Une opération qui « ne découle en réalité que d'une mise en conformité juridique », minimise une source gouvernementale. En juin, M. Macron avait pourtant exprimé son attachement à ce « lien si symbolique entre les prélèvements sur les flux de la mondialisation, comme les billets d'avion et les transactions financières, et le financement de la solidarité internationale » qu'il entendait « préserver envers et contre tout ».

L'enveloppe de l'aide humanitaire est par ailleurs réduite de 44 %, à 500 millions d'euros, loin de l'engagement de 1 milliard d'euros pris par M. Macron lors de la Conférence nationale humanitaire en décembre 2023. Un budget pourtant crucial alors que les crises liées aux conflits ou aux catastrophes climatiques se multiplient, de la bande de Gaza à Haïti en passant par le Soudan, le Liban, ou la Birmanie. ■

J. BO. ET PHILIPPE RICARD

DIFFICILE POUR EMMANUEL MACRON DE PRENDRE LE CONTRE-PIED DE SON PREMIER MINISTRE

JULIEN BOUISOU (À PARIS)
CÉCILE BOUTELET
CÉCILE DUCOURTIEUX
ANNE-FRANÇOISE HIVERT
ET ALLAN KAVALL

« LA PLUPART DE NOS DIRIGEANTS SONT FOCALISÉS SUR LA QUESTION MIGRATOIRE »

NAJAT VALLAUD-BELKACEM
directrice générale de l'ONG ONE et présidente de France terre d'asile

quences de l'arrivée au pouvoir de Donald Trump. Pressenti pour devenir le nouveau ministre de la santé, Robert F. Kennedy a comparé la vaccination anti-Covid-19 à la Shoah. Or, selon l'Organisation mondiale de la santé, les vaccins évitent entre 3,5 et 5 millions de morts liées à des maladies comme la diphtérie, le tétanos, la coqueluche, la grippe et la rougeole. « Le contexte politique et budgétaire des pays donateurs n'est pas vraiment favorable à l'augmentation de l'APD, alors que les besoins sont en hausse avec la multiplication des crises dans le monde », résume Ida McDonnell, responsable de la recherche au centre de développement de l'OCDE.

L'aide au développement, défendue autrefois par les principes de solidarité internationale, se voit assigner de nouveaux objectifs, à commencer par la lutte contre l'immigration. En Suède et en Finlande, dirigées par des coalitions de droite et d'extrême droite, les gouvernements veulent utiliser une partie de l'aide pour faire repartir les migrants dans leur pays d'origine. Dès son premier discours de présidente du conseil en 2022, Giorgia Meloni a prôné un partenariat entre l'Italie et l'Afrique, avec, comme pierre angulaire, « le droit à ne pas émigrer ».

UNE AIDE DE PLUS EN PLUS CONDITIONNÉE Lors de ses visites en Mauritanie, au Sénégal et en Gambie, en août, le chef du gouvernement espagnol, Pedro Sanchez, a aussi souligné l'importance de l'aide pour les pays qui voient partir la plupart des migrants illégaux arrivant sur les côtes des Canaries. Au Royaume-Uni, des organismes comme BOND, représentant des centaines d'ONG, regrettent qu'une part croissante de l'aide publique au développement (28 %) soit captée par le Home Office pour financer l'hébergement des demandeurs d'asile, alors que les budgets d'aide humanitaire et à la santé ont diminué de 20 % par rapport à l'année précédente.

« La plupart de nos dirigeants sont tellement focalisés sur la question migratoire, qu'ils consacrent, sans jamais s'interroger sur leur efficacité, des sommes exorbitantes à repousser le plus loin possible les exilés forcés qui nous arrivent ici, qu'il ne leur reste plus ni bande passante ni budget pour la solidarité internationale, oubliant au passage que tout se tient », déplore Najat Vallaud-Belkacem, directrice générale de l'ONG ONE et présidente de France terre d'asile.

L'aide au développement doit aussi servir la promotion des intérêts économiques... des pays donateurs. Le plan Mattei pour l'Afrique de Giorgia Meloni, baptisé en hommage à Enrico Mattei (1906-1962), le fondateur du géant pétrolier ENI, propose de faciliter les importations d'hydrocarbures et d'as-

socier le secteur privé italien à des projets de développement sur le continent. Le plan espagnol « Alliance Afrique avance » soutient aussi les investissements privés dans les pays récipiendaires et les mécanismes dits « de migration circulaire », par lesquels des emplois sont offerts aux migrants réguliers dans les métiers espagnols en tension, notamment dans l'agriculture.

Ces nouvelles priorités déteignent sur Bruxelles. A tel point que l'audition devant le Parlement européen du candidat tchèque Jozef Sikela au poste de commissaire aux partenariats internationaux, le 8 novembre, a donné des frayeurs à certains députés. Avant même son audition, l'ancien banquier a résumé sur le réseau social X sa mission par un « renforcement des intérêts de l'Union européenne » et un « accès aux matières premières » nécessaires à la transition énergétique, sans mentionner une seule fois la lutte contre la pauvreté.

Le principe d'une aide au développement dite « déliée », c'est-à-dire non conditionnée à la signature de contrats avec des entreprises du pays donateur, et qui laisse donc au pays récipiendaire toute liberté de choisir le meilleur prestataire, est progressivement abandonné. « Je veux m'assurer que nos entreprises et organisations profitent de nos efforts internationaux », a ainsi déclaré en juillet Reineette Klever, la ministre du commerce extérieur et de l'aide au développement des Pays-Bas. Rémy Rioux, directeur général de l'Agence française de développement, n'hésite plus à affirmer que les entreprises françaises remportent la moitié des marchés conclus sur des financements de l'institution qu'il dirige, pour faire valoir que l'APD bénéficie à l'économie hexagonale.

« La part de l'aide publique qui est versée aux pays en développement diminue », s'inquiète Rebeca Grynsan, l'autre partie étant consacrée, dans les pays riches, à l'accueil des réfugiés ou aux bourses scolaires délivrées aux étudiants étrangers. Une tendance qui met en colère Axel van Trotsenburg, le directeur général senior de la Banque mondiale. « De nos jours, une grande partie de l'aide au déve-

loppement reste en fait dans les pays donateurs, a-t-il expliqué en octobre à la conférence Devex World, or, moi, je suis pour l'honnêteté (...). Dites simplement ce que vous faites, et dites où réellement va l'argent, on est désespérément en retard par rapport à nos objectifs de développement durable [de 2030], et plus on le cachera, plus on va décevoir les pays récipiendaires. » La part de l'aide consacrée aux pays les moins avancés, c'est-à-dire ceux qui en ont le plus besoin, est aussi en nette diminution. Elle est descendue à 22,5 % du total en 2022, contre 30 % dix ans plus tôt.

« AMÉLIORER L'EFFICACITÉ DE L'AIDE »

« Etant donné le contexte, il est possible d'améliorer l'efficacité de l'aide », estime Ida McDonnell, qui met en évidence le risque de son éparpillement entre des organisations qui sont quasiment deux fois plus nombreuses depuis XX. Dans un pays comme l'Éthiopie, le ministère des finances a comme interlocuteurs plus de 150 organisations, ce qui augmente les risques de gâchis. Ida McDonnell plaide aussi pour l'utilisation de nouveaux instruments. « La protection sociale est cruciale pour lutter contre la pauvreté et les inégalités. Or ce secteur n'attire que 1 % des financements. »

Autre piste : utiliser l'APD pour mobiliser les fonds du secteur privé en couvrant une partie des risques liés à leurs investissements dans des pays fragiles. « Mais le secteur privé ne peut pas investir dans les pays où ni les services de santé de base ni la sécurité alimentaire ne sont assurés, met en garde Béatrice Néré, la directrice adjointe de la Fondation Bill & Melinda Gates. Et même si l'APD ne peut pas régler tous les problèmes, elle ne peut pas être remplacée par le secteur privé. » Notamment parce que de nombreux projets d'éducation ou de santé ne peuvent être financés que par des dons. « On ne finance pas une campagne de vaccination avec un prêt », note Gautier Centlivre, responsable du plaidoyer chez Action santé mondiale.

Comment maintenir l'aide sans creuser les déficits des pays riches ? « En augmentant la capitalisation des banques de développement, car ces dépenses n'apparaissent pas comme des dons mais des actifs », suggère Rebeca Grynsan. « Il est indispensable d'imaginer de nouvelles sources de financements », affirme Friederike Röder. Le Brésil défend par exemple la création d'un impôt mondial sur les super-riches, et un groupe de travail formé par le Kenya, les Barbades et la France planche sur une « taxe climat » prélevée sur le transport maritime ou aérien. ■